

avait portée au pouvoir, l'Union nationale de l'opposition. Elle s'est attiré la colère des Etats-Unis, qui ont, à plusieurs reprises, gelé une aide économique dont le Nicaragua a un besoin urgent. Elle a été confrontée l'été dernier à une crise d'une gravité telle que l'on a redouté la reprise d'une guerre ouverte entre les sandinistes et les anciens « contras ». La plupart de ces derniers ont abandonné la lutte, mais il reste encore quelques groupes armés qui ne sont toujours pas convaincus des bonnes intentions d'un état-major encore entièrement composé de militants sandinistes.

Trop souvent depuis quatre ans, les sandinistes ont joué un double jeu : pendant que le général Humberto Ortega acceptait de procéder à des réductions massives des forces armées, de 84 000 à 14 000 hommes, son frère Daniel encourageait les désordres sociaux, s'opposant à des mesures parfois semblables à celles que les sandinistes avaient fait adopter avant leur défaite électorale.

LORSQUE la présidente avait une première fois annoncé, en septembre dernier, le prochain départ à la retraite du général Ortega, celui-ci s'était rebellé et avait dénoncé les pressions exercées par les Etats-Unis. Il a cette fois réussi à donner l'impression d'avoir choisi lui-même la date de son départ, chargée de symboles. Le 25 février marquera en effet le centième anniversaire de la naissance d'Augusto Sandino, qui a combattu les troupes américaines d'occupation entre les deux guerres mondiales. Son départ s'effectuera un an exactement avant la prochaine élection présidentielle, pour laquelle le général Ortega a laissé entendre qu'il serait candidat.

Algérie : plus de dix morts dont trois Russes dans un attentat

Quatorze personnes au moins, dont onze militaires algériens et trois ressortissants russes, ont été tués lors d'une attaque contre un bus qui transportait des Russes, mercredi 18 mai près de la ville algérienne de Jijel, dans le nord-est du pays, a annoncé jeudi le porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Grigori Karassine. « La plupart des terroristes », qui ont commis cette attaque ont également été tués, a ajouté M. Karassine. - (AFP.)

LE MONDE DES LIVRES

Le théâtre et les voyageurs

Marivauder ? Mais non. Retrouver, dit Philippe Sollers, « la profondeur de Marivaux », dans le bonheur du théâtre français et des comédiens italiens... De même, derrière l'auteur à succès de *Ille au trésor*, favori des enfants, retrouver le poète, l'essayiste, le romancier que fut Robert Louis Stevenson, mort voilà cent ans : il sera, du 20 au 23 mai, le héros du festival « Etonnants voyageurs » de Saint-Malo. Nicole Zand et Jacques Meunier ont recherché les multiples visages de cet Ecossais bohème et aventureux, grand artiste et porteur d'un éternel désir d'enfance.

Pages I à XII

Les vétérans du jour J

Page 16

Un entretien avec Bernard Kouchner

- *Bosnie* : « L'initiative d'une liste « Sarajevo » secoue les idées reçues, mais passer à l'acte serait stupide »
- *Rwanda* : « Entre deux cent mille et cinq cent mille morts, des tombereaux de cadavres »

A son retour du Rwanda, Bernard Kouchner, ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire, numéro trois sur la liste socialiste aux élections européennes, réagit à l'initiative des intellectuels qui envisagent de présenter une « liste Sarajevo ».

« Vous avez, un temps, envisagé de constituer vous-même une « liste Sarajevo », avant de rejoindre la liste de Michel Rocard. Que pensez-vous de l'initiative de Bernard-Henri Lévy ?

- Du bien. Je ne vais pas dire le contraire alors qu'au début de l'année j'avais lancé cette idée de « liste Sarajevo », avec les mêmes. Cette initiative secoue les idées reçues, elle empêche d'oublier, elle relance le débat, qu'elle fera, j'espère, progresser. Attention pourtant à l'effet pervers. Passer à l'acte, recueillir 0,5 ou 2 % des voix, surtout chipées à la gauche, serait stupide. On s'apercevrait seulement que la France s'intéresse trop peu à Sarajevo. Ceux qui sont endormis ne s'éveilleront pas autour d'une liste provocation. C'est pour cela que j'avais renoncé, pour mieux imposer les mêmes enjeux au cœur de la campagne de la gauche.

- M. Rocard s'est rendu à la Mutualité à l'invitation de M. Lévy, devant une assemblée qui a conspué les politiques en disant qu'ils avaient abandonné la Bosnie. Fallait-il y aller ?

- Bien sûr. J'y serais allé si je n'avais pas été à Kigali. Nous avions été invités tous les deux. Je n'approuve pas la séparation arbitraire entre intellectuels et politiques. Je n'approuve pas plus le mépris très français et populiste pour la classe politique en général. Critiquons les idées !

- C'est, tout de même, ce qu'exprime M. Lévy. Quel est l'intérêt de faire une liste séparée, si vous considérez que la liste socialiste reconnaît suffisamment le droit d'ingérence humanitaire ?

- BHL réduit le problème à la Bosnie, j'en comprends l'urgence, mais Kigali ? Et la prévention, c'est-à-dire le droit d'ingérence ? Savez-vous pourquoi on destine au seul Parti socialiste cette épine ? Parce que les militants socialistes, la gauche, partagent majoritairement l'indignation des intellectuels. J'espère que tous finiront par soutenir la liste socialiste. Je ne suis pas choqué par une décision intellectuelle un peu surréaliste. Même si leur agitation, leurs

excès, les rendent parfois aussi « obscènes » que ceux qu'ils dénoncent, les intellectuels ont donné vie à la campagne.

- Pourquoi ? Jusque-là, elle en manque ?

- Apparemment.

- Trouvez-vous que Michel Rocard ne parvient pas à animer cette campagne ?

- Pourquoi ne parlez-vous que de Michel Rocard ? Dominique Baudis était invité à la Mutualité, il s'est dérobé. J'ai entendu sa position neutro-balladurienne. La « liste Sarajevo » s'adresse surtout à ses partisans. Il y a deux Europe : l'une qui veut aller de l'avant vers le droit d'ingérence, la sécurité et les droits de l'homme, l'autre en retrait, frileuse, confort-

miste, qui répète : « Attention ! Attention ! C'est difficile. » Il y a deux positions, une de droite, une de gauche. Je suis heureux qu'à l'occasion de cette polémique on prenne acte de cette différence.

- François Mitterrand a dit à propos de M. Lévy qu'il s'agissait d'une « voix sincère » que la passion égare...

- Il m'a dit ça à moi aussi, souvent... Et arrêtons d'accabler, de caricaturer les positions de François Mitterrand, dont BHL, il n'y a pas si longtemps, était le chantre ! Malgré ses insuffisances, la France a beaucoup fait en Bosnie.

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE LANGELLIER
et AGATHE LOGEART

Lire la suite page 7

(Publicité)

JEAN-FRANÇOIS DENIAU



Avec qui ?
Comment ?
Pourquoi ?
La définition
d'une identité
européenne.

Collection
L'Histoire immédiate
dirigée par
Jean-Claude Guillebaud



Editions du Seuil

DROITS DE L'HOMME

Un entretien avec Bernard Kouchner

Suite de la première page

- Il y a des divergences d'appréciation entre M. Mitterrand et M. Rocard sur la question bosniaque. Où vous situez-vous ?

- Je refuse que l'on en fasse un problème de politique intérieure réducteur. Le débat dépasse l'épisode « Rocard contre Mitterrand ». Je pense qu'il y a, aussi, des convergences entre eux, et que la politique de tolérance, des droits de l'homme et de la recherche de la paix, ce sont de grandes idées que Michel Rocard et François Mitterrand ont en commun. Qu'il y ait des appréciations différentes sur une politique entre celui qui la conduit et celui qui l'observe, ce n'est pas une horreur. C'est comme ça. Ce sont deux hommes de générations différentes, je crois que cela a beaucoup compté sur les appréciations qu'ils ont portées sur les agissements des serbes.

» Lorsque Michel Rocard et moi avons signé deux textes ensemble sur la Bosnie, c'était déjà différent de la politique officielle. J'ai notamment à plusieurs reprises prôné la levée de l'embargo si l'on ne pouvait pas faire autrement. Lorsque François Mitterrand dit que cela ferait 150 000 morts, faut-il le prendre à la légère ? Non. Si je me suis résolu à être dans cette liste « Europe solidaire » soutenue par le PS, c'est aussi parce que dans le programme figure le droit d'ingérence démocratique, c'est-à-dire l'outil indispensable pour prévenir les guerres.

- Êtes-vous favorable à la levée de l'embargo ?

- S'il n'y a pas de solution politique et diplomatique, oui. Je suis favorable à la décision du Congrès américain qui va dans le même sens. Si les efforts diplomatiques n'aboutissent pas, nous serons bien obligés de ne pas les laisser mourir.

- Que pensez-vous de la position d'Edouard Balladur sur un éventuel retrait des « casques bleus » français ?

- Je ne suis pas d'accord avec cette position, d'ailleurs peu claire. Ce serait pour l'Europe la honte des hontes de se retirer. « Tirer ou se tirer », disions-nous. Comme fuir n'est pas possible, il faut être ferme. S'il s'agit d'un retrait généralisé de la communauté internationale pour laisser

mourir les Bosniaques désarmés, non.

- Vous rentrez du Rwanda. Quel est l'état des lieux ?

- Indescriptible et tragique. Entre 200 000 morts et 500 000 morts. Des chiffres hallucinants, des tombereaux de cadavres : 60 000 morts ramassés dans les rues de Kigali, la capitale, et je ne parle pas des autres villes ; 25 467 corps arrivés dans le lac Victoria après avoir été charriés par la rivière Akagera. Et puis il y a les fosses communes, connues ou inconnues. Un exemple : au village de Kipaga-paga, nous marchions sur les cadavres d'enfants décapités. Il y en avait sans doute 2 000.

» Un à deux millions de réfugiés et de personnes déplacées dans toutes les zones ; des camps très difficiles comme Kpagai, où il y a 25 000 personnes, dont la moitié de Tutsis, et où l'on nous a fait le récit des assassinats nocturnes. Des yeux tellement apeurés et des détresses si grandes, j'en ai rarement vus. C'est une vraie catastrophe humanitaire. Les réfugiés qui s'installent dans la région de Gitarama ont été déplacés quatre fois depuis le Nord. Ils n'ont rien, et rien à manger.

» La Croix-Rouge internationale, dont il faut saluer le courage, a été la seule à rester. Ils tiennent leur hôpital, ont préservé leur neutralité. Moi qui ai tellement critiqué la neutralité, regardez comme elle est nécessaire quand on n'a pas su prévenir. Ils livrent de la nourriture quand ils en ont. Les convois arrivent - lundi encore un convoi est arrivé - et la route à partir de Bujumbura paraît perméable. Mais c'est très largement insuffisant. Plus de médecins, plus d'hôpitaux dans la capitale à part celui de la Croix-Rouge. Voilà la situation, elle est horrible, mais le plus horrible reste à venir.

- Quels sont les besoins les plus urgents ?

- La paix. Le cessez-le-feu. La protection des personnes menacées. A Kigali, on a recensé plus de 20 000 personnes protégées par 400 « casques bleus » admirables représentant vingt-trois pays. Ils résistent sous les ordres du général Dallaire, le commandant canadien de la MINUAR, la Mission des Nations unies au Rwanda. Voilà un homme qui représente tout seul une part de l'honneur de l'humanité. Certains sites comme l'hôtel des Mille Collines, l'hôpital

King-Façal, le stade et les orphelinats, sont à peu près protégés. Plusieurs autres milliers de personnes, cachées dans la ville, sont en danger de mort permanent. Des milliers d'Anne Frank qui attendent le massacre. Quant aux Oradour-sur-Glane, où des gens ont été regroupés par centaines dans des églises qu'on a arrosées d'essence avant de jeter des grenades à l'intérieur, il y en a des dizaines dans le pays. Je salue deux Français restés pour protéger les leurs, Marc Vaitter et le Père Blanchard. Quel courage !

- Combien y a-t-il de milliers ?

- Il y a des milliers de miliciens, difficiles à dénombrer. Ils tiennent vingt-deux barrages rien qu'entre l'orphelinat au sud de Kigali, dont nous devions évacuer les enfants, et l'aéroport où devait avoir lieu l'évacuation. Vingt-deux barrages tenus par des civils armés de machettes et de grenades, qui fouillent les véhicules de l'ONU. Et le général Dallaire enrage de ne pas avoir assez de forces pour empêcher ces violations répétées de la neutralité de l'ONU. Ces milices, issues des partis politiques et des organisations de jeunesse, en particulier les plus extrémistes, sont devenues incontrôlables. La radio les excite, en particulier la station Radio Mille Collines qui a appelé plusieurs fois au meurtre.

» Le lundi 16 mai, nous avions réussi notre négociation sur l'évacuation des orphelins et l'ouverture d'un corridor humanitaire. Nous avions reçu le feu vert de toutes les autorités, du Front patriotique rwandais au président du gouvernement provisoire, en passant par le chef d'état-major et tous les ministres, et jusqu'au chef des milices - tout avait été méticuleusement programmé avec le général Dallaire. On n'aurait pas touché à un cheveu des enfants. Eh bien, ce jour-là, après trois heures de réunion, les officiers de l'ONU se sont levés en demandant : « Plus de question ? ». Alors des miliciens, en tee-shirt et en jeans, devant les chefs militaires, ont levé la main et posé trente-cinq conditions, toutes inacceptables. Et pas un militaire n'a parlé.

» C'est la rue qui commande, ce sont les miliciens qui commandent, voilà la réalité. Pendant que nous négocions - on l'a découvert après - la Radio Mille Collines appelait à ne laisser passer personne. Dans ces conditions, avec seulement 400 hommes, on ne pouvait pas évacuer les enfants. Il faut donc absolument qu'arrive très vite le supplément d'hommes avec lesquels le général Dallaire pourra faire baisser la tension.

- Comment imposer, maintenant, un « corridor » humanitaire ?

- Tout dépendra de la rapidité avec laquelle viendront 1 000 à 1 500 « casques bleus » et observateurs et le nombre suffisant de blindés qui pourront parcourir la ville et garantir la sécurité. Ne croyez pas que les massacres ont cessé. Cela continue. Lundi, des enfants ont été assassinés au centre de la ville. Dimanche encore, dans la nuit, la famille d'un volontaire de l'UNICEF a été massacrée (le Monde du 19 mai), presque sous nos yeux. La grande supercherie est d'avoir transposé sur le plan ethnique ce qui était un raisonnement politique. C'est très difficile de le faire comprendre. On ne voit que les clivages Tutsis = 10 %, Hutus = 90 %. Mais les premiers massacrés ont été des Hutus démocrates à Kigali et ailleurs.

- Quel que soit le mérite actuel des casques bleus, on ne peut oublier qu'il y a eu, au début des événements, une démission de l'ONU.

- Bien sûr, j'ai été le premier à la dénoncer. J'ai dit partout qu'il était scandaleux qu'on se contente d'aller chercher nos compatriotes sans imposer par les armes le couvre-feu comme les pompiers tuent le feu. Ce n'est pas l'ONU qui a démissionné, c'est le Conseil de sécurité qui a refusé la résolution proposée par Boutros Boutros-Ghali. J'ai été envoyé là-bas par M. Boutros-Ghali et j'y retournerai. Les arguments sont toujours les mêmes : on n'a pas d'hommes, pas d'argent, pas de volonté politique. Après les massacres, on trouve toujours des hommes, de l'argent et une volonté politique, mais c'est trop tard. Ce qu'il faut c'est un appareil préventif, un droit de prévention des guerres. Pour Kigali comme pour Sarajevo.

- Quelle a été la responsabilité de la France dans cette tragédie ?

- Dans toutes les politiques africaines, il y a des zones d'ombre. Il faudrait une agence centrale de coopération au ministère des affaires étrangères à la place du ministère de la coopération. C'est ce que je demande dans cette campagne pour les européennes. Je veux une politique transparente menée au nom des droits de l'homme. Mais il ne faut pas exagérer, au Rwanda la France n'a pas soutenu ceux qui sont devenus des assassins. Elle a respecté ses accords de défense avec le gouvernement, mais elle a aussi soutenu les accords d'Arusha, qui ouvraient la voie à une réconciliation nationale.

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE LANGELLIER
et AGATHE LOGEART

Accumulez